

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

*_*_*_*_*_*_*

Décembre 2025

Sommaire

Sommaire	II
Liste des abréviations	III
Liste des tableaux	IV
Liste de graphique	IV
Introduction	5
I. Comment le rapport ITIE 2024 a été élaboré ?	6
II. Périmètre du rapport ITIE 2024	6
II.1. Quelles sont les innovations du rapport ITIE 2024 ?	7
III. Chaîne des valeurs de l'ITIE	8
IV. Principaux résultats du rapport ITIE 2024	8
IV.1. Quels impôts et taxes sont applicables au secteur minier burkinabè ?	8
IV.2. Quelles sont les nouvelles mesures du nouveau code minier ?	9
IV.3. Comment les autorisations et permis miniers sont octroyés aux demandeurs ?	11
IV.4. Quelles ont été les quantités de substances produites et vendues en 2024 ?	12
IV.5. Quelle a été la destination de la production minière de 2024 ?	13
IV.6. Quel est le niveau de qualité des informations du rapport ITIE 2024 ?	14
IV.7. Combien les sociétés minières ont déclaré avoir payé à l'Etat et combien l'Etat a déclaré avoir reçu de ces sociétés en 2024 ?	14
IV.8. Quels sont les montants qui reviennent aux communes, aux régions et au FSP en 2024 ?	15
IV.8.1. Montants collectés au titre de la patente, du FMDL et de la taxe superficielle en 2024	15
IV.8.2. Montants transférés aux communes et aux régions en 2024	16
IV.8.3. Quelle est la contribution du secteur extractif au Fonds de soutien patriotique (FSP) en 2024 ?	17
IV.9. Quelle est la contribution des sociétés minières au Fonds de réhabilitation et de fermeture de la mine (FRFM) en 2024 ?	18
IV.10. Quel montant a été reversé au titre du Fonds de Financement de la Recherche géologique et minière et de soutien à la formation sur les sciences de la terre ?	18
IV.11. Quels ont été les paiements effectués par les sous-traitants miniers en 2024 ?	19
IV.12. Quels ont été les paiements sociaux effectués par les sociétés minières en 2024 ?	19
IV.13. Quels ont été les paiements effectués aux fournisseurs locaux en 2024 ?	19
IV.14. Quels ont été les versements effectués à l'UEMOA et à la CEDEAO ?	20
IV.15. Combien de personnes sont employées dans les sociétés minières retenues pour ce rapport ?	20
IV.16. Quelle est la contribution du secteur dans l'économie en 2024 ?	21
V. Quelles ont été les recommandations du rapport ITIE 2024 ?	22
Conclusion	28
ANNEXE	A

Liste des abréviations

AEASM	: Autorisations d'Exploitation Artisanale de Substances de Mines
AEISC	: Autorisations d'Exploitation Industrielle de Substances de Carrières
ALT	: Assemblée Législative de Transition
ANEVE	: Agence Nationale des Evaluations Environnementales
BUMIGEB	: Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina
CEDEAO	: Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFA	: Communauté Financière Africaine
CNT	: Conseil National de la Transition
DAJC	: Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGCM	: Direction Générale du Cadastre Minier
DGC	: Direction Générale des Carrières
DGESS	: Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGEP	: Direction Générale de l'Économie et de la Planification
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FIE	: Fonds d'Intervention pour l'Environnement
FMD	: Fonds Minier de Développement
FMDL	: Fonds Minier de Développement Local
FONER	: Fonds National pour l'Education et la Recherche
FRFM	: Fonds de Réhabilitation et de Fermeture de la Mine
FSP	: Fonds de Soutien Patriotique
IMF	: Impôt Minimum Forfaitaire
INSD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
IRCM	: Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers
ITIE	: Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
ITIE-BF	: Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives au Burkina Faso
IUTS	: Impôt Unique sur les Traitements et les Salaires
ONASSIM	: Office National de Sécurisation des Sites Miniers
PCC	: Prélèvement Communautaire de la CEDEAO
PCS	: Prélèvement Communautaire de Solidarité
PEIGM	: Permis d'Exploitation de Grande Mine
PEISM	: Permis d'Exploitation Industrielle de Substances de Mines
PEIPM	: Permis d'Exploitation Industrielle de Petite Mine
PESM	: Permis d'Exploitation Semi-mécanisée de Substances de Mines
PIB	: Produit Intérieur Brut
PR	: Permis de Recherche
SA	: Société Anonyme
SARL	: Société Anonyme à Responsabilité Limitée
SEPB	: Société d'Exploitation des Phosphates du Burkina
SP/CTNM-FMD	: Secrétariat Permanent de la Commission Technique Nationale des Mines et du Fonds Minier de Développement
SP-ITIE	: Secrétariat Permanent de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
ST-GIRE	: Secrétariat Technique de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
SOMISA	: Société des Mines de Sanbrado
TCO	: Tribunal de Commerce de Ouagadougou
TFS	: Taxe Foncière de Sociétés
TM	: Titre Minier
TPA	: Taxe Patronale et d'Apprentissage
TPVTM	: Taxe sur les Plus-Values de Cessions de Titres Miniers
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

Liste des tableaux

Tableau 1: Liste des sociétés minières retenues pour la conciliation	7
Tableau 2 : Liste des services de l'Etat retenus dans le périmètre du rapport ITIE 2024	7
Tableau 3 : Principaux instruments du régime fiscal minier	9
Tableau 4 – Principales nouvelles mesures du nouveau Code Minier	10
Tableau 5 : Situation des titres miniers valides au 31 décembre 2024.....	12
Tableau 6 : Situation de la production par substance de mines en 2024	12
Tableau 7 : Situation de la production par substance de carrières en 2024	12
Tableau 8 : Situation des exportations des entités du périmètre par substance en 2024	13
Tableau 9 : Quantité exportée par pays de destination	13
Tableau 10 : Comparaison de la déclaration des sociétés minières et de celle du Gouvernement	15
Tableau 11: Situation de la taxe superficielle collectée en 2024	16
Tableau 12: Situation des transferts FMD effectués en 2024 (en milliards FCFA)	17
Tableau 13 : Situation du transfert de la taxe superficielle en 2024	17
Tableau 14 : contribution du secteur extractif au Fonds de soutien patriotique en 2024	17
Tableau 15: Situation des versements par société au FRFM.....	18
Tableau 16: Situation de la répartition des ressources du Fonds de Financement de la Recherche géologique et minière et de soutien à la formation sur les sciences de la terre	18
Tableau 17: Détail des paiements sociaux par société minière (en millions de FCFA)	19
Tableau 18 : Détail des déclarations relatives à la fourniture locale en 2024	19
Tableau 19 : Situation des montants transférés à ces deux organismes	20
Tableau 20 : Situation du personnel par société minière et par sexe.....	21
Tableau 21 : Situation du personnel des sociétés minières par statut et par nationalités	21
Tableau 22 : Contribution du secteur à l'économie.....	21
Tableau 23 : Recommandations 2024	22

Liste de graphique

Graphique 1 : Situation de la patente payée par société minière	16
---	----

Introduction

Le sous-sol du Burkina Faso contient plusieurs ressources minérales dont la plus importante est l'or. Le secteur minier a connu, ces dernières années, une forte croissance due notamment à l'augmentation des investissements et à l'ouverture des grandes mines d'or. Cette évolution est liée à la création d'un environnement favorable marqué par l'adoption des textes juridiques et une réorganisation institutionnelle. Elle se justifie également par l'augmentation du prix de l'or qui est passé en moyenne de 350 dollars US l'once en 2000 à plus de 2 610 dollars US l'once en 2024.

Le secteur minier burkinabè est géré principalement par les ministères en charge des mines, des finances et de l'environnement. Les activités minières sont encadrées par plusieurs textes législatifs dont la loi N°036-2015/CNT du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso. Ce code minier prévoit des impôts et taxes propres au domaine minier. Cette loi a été remplacée par la loi N°016-2024/ALT du 18 juillet 2024. En outre, la période d'élaboration du rapport a été marquée également par l'adoption de la loi N°017-2024/ALT du 18 juillet 2024 relative au contenu local dans le secteur minier au Burkina Faso.

Le Burkina Faso, soucieux de la bonne gestion de son secteur minier, a adhéré à l'ITIE en 2008 et a, depuis lors, publié quinze (15) rapports ITIE. Le rapport ITIE 2024 est le 16^e et concerne la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. Il est produit par un consultant selon la norme ITIE 2023 et adopté par le Comité de pilotage le 27 novembre 2025.

Publié sur le site de l'ITIE-BF (<http://itie-bf.bf>), le rapport ITIE informe sur la manière dont les ressources naturelles du pays sont gérées. La norme ITIE¹ oblige le partage des informations contenues dans les rapports ITIE avec la population. Pour faciliter la divulgation et la compréhension des informations, les rapports ITIE sont régulièrement simplifiés conformément à la norme ITIE.

Le présent document est la version simplifiée du rapport ITIE 2024 du Burkina Faso. Rédigé par un groupe mis en place par le Comité de pilotage, il indique comment le rapport ITIE 2024 est élaboré, le périmètre du rapport, la chaîne des valeurs de l'ITIE et les principales conclusions.

¹ La norme ITIE peut être consulté à partir du lien suivant : <https://eiti.org/fr>

I. Comment le rapport ITIE 2024 a été élaboré ?

Les travaux d'élaboration du rapport ITIE 2024 ont été participatifs. Ils ont été conduits par un consultant sous le contrôle technique du Secrétariat permanent de l'ITIE-BF.

Il s'est agi, lors des travaux :

- ✓ de faire une étude (cadrage) qui permet de déterminer les informations (périmètre) à mentionner dans le rapport ITIE selon la norme ITIE 2023 ;
- ✓ de collecter les informations auprès des services de l'Etat et des sociétés minières ;
- ✓ de comparer (conciliation)² ces informations pour vérifier les éventuels écarts ;
- ✓ de proposer des recommandations pour améliorer le processus ITIE.

II. Périmètre du rapport ITIE 2024

Pour l'élaboration du rapport, le Comité de pilotage de l'ITIE Burkina Faso a choisi de s'intéresser aux sociétés minières qui ont payé au moins 800 millions FCFA à l'Etat au cours de l'année 2024. A partir de ce seuil, 14 sociétés minières ont été retenues pour l'exercice de comparaison. En outre, la Société d'exploitation des phosphates du Burkina (SEPB) a été retenue dans le périmètre en sa qualité de société d'Etat et non parce que ses paiements ont atteint les 800 millions FCFA.

Au total, 15 sociétés ont été retenues pour l'exercice de conciliation 2024. Le montant total des paiements de ces 15 sociétés représente 98,56% de l'ensemble des revenus issus du secteur minier.

En plus de ces 15 sociétés minières, 326 entreprises ont été identifiées pour une déclaration unilatérale des régies financières. Il s'agit des autres entreprises minières (carrières, sociétés de recherche...) dont la contribution par entreprise se trouve en dessous de 800 millions et des sous-traitants³ miniers.

Le Comité de pilotage a aussi décidé de retenir dans le rapport, 46 types d'impôts, taxes, redevances et autres paiements pour lesquels il demande à l'Etat et aux sociétés minières de fournir des informations⁴. En outre, il a été demandé aux sociétés minières de fournir les informations sur tout autre paiement dont le montant dépasse 10 millions FCFA.

²**La conciliation** c'est comparer les sommes reçues par l'Etat des sociétés minières et les sommes payées par les sociétés minières à l'Etat

³ Le sous-traitant est la personne morale exécutant un travail qui s'inscrit dans le cadre des opérations minières du titulaire du titre minier, c'est-à-dire une entreprise qui fait un travail pour une société minière

⁴ Certains paiements ont été déclarés uniquement par l'une ou l'autre des parties

Tableau 1: Liste des sociétés minières retenues pour la conciliation

N°	NOM DE LA SOCIETE	ACTIVITE
1	IAMGOLD ESSAKANE SA	Permis d'exploitation industrielle
2	HOUNDE GOLD OPERATION SA	Permis d'exploitation industrielle
3	SOCIETE DES MINES DE SANBRADO SA	Permis d'exploitation industrielle
4	BISSA GOLD SA	Permis d'exploitation industrielle
5	SEMAFO BURKINA FASO SA	Permis d'exploitation industrielle
6	OREZONE BOMBORE SA	Permis d'exploitation industrielle
7	ROXGOLD SANU SA	Permis d'exploitation industrielle
8	WAHGNION GOLD OPERATIONS SA	Permis d'exploitation industrielle
9	RIVERSTONE KARMA SA	Permis d'exploitation industrielle
10	SEMAFO BOUNGOU SA	Permis d'exploitation industrielle
11	KIAKA SA	Permis d'exploitation industrielle
12	TAPARKO MINING SA	Permis d'exploitation industrielle
13	BURKINA MINING COMPANY SA	Permis d'exploitation industrielle
14	NORDGOLD YIMIOUGOU SA	Permis d'exploitation industrielle
15	SOCIETE D'EXPLOITATION DES PHOSPHATES DU BURKINA (SEPB)	Société d'Etat

Source : rapport ITIE 2024

Tableau 2 : Liste des services de l'Etat retenus dans le périmètre du rapport ITIE 2024

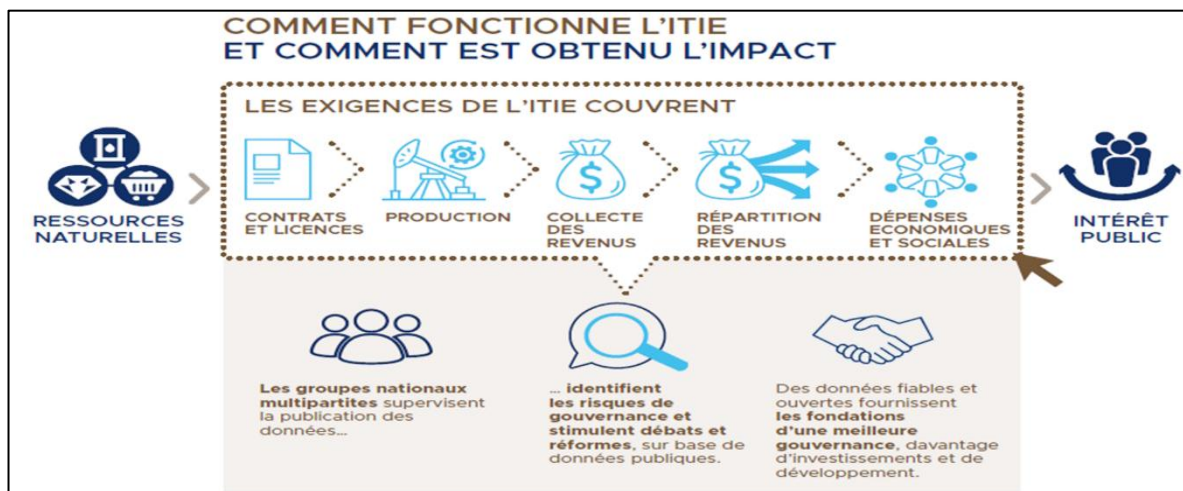
N°	SERVICES D'ETAT
REGIES FINANCIERES	
1	Direction Générale des Impôts (DGI)
2	Direction Générale des Douanes (DGD)
3	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)
SOCIETES D'ÉTAT	
1	Société d'Exploitation des Phosphates du Burkina (SEPB)
2	Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina (BUMIGEB)
3	Société Nationale des Substances Précieuses (SONASP)
4	Société de Participation Minière du Burkina (SOPAMIB)
ETABLISSEMENTS PUBLICS	
1	Office National de Sécurisation des Sites Miniers (ONASSIM)
2	Agence Nationale d'Evaluation Environnementale (ANEVE)
3	Fonds d'Intervention pour l'Environnement (FIE)
AUTRES ENTITES PUBLIQUES (DONNEES CONTEXTUELLES)	
1	Direction Générale du Cadastre Minier (DGCM)
2	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESE)/MEMC
3	Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC)/MEMC
4	Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG)
5	Direction Générale des Carrières (DGC)
6	Direction Générale de l'Économie et de la Planification (DGEP)
7	Secrétariat Permanent de la Commission Technique Nationale des Mines et du Fonds Minier de Développement (SP/CTNM-FMD)
8	Secrétariat Permanent du Contenu Local de la Promotion des Investissement (ST-CLPI)
9	Direction Générale de l'Énergie (DGE)
10	Direction Générale de la Préservation de l'Environnement (DGPE)
AUTRES ENTITES COLLECTRICES	
1	Secrétariat Technique de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (ST-GIRE)

Source : rapport ITIE 2024

II.1. Quelles sont les innovations du rapport ITIE 2024 ?

Les innovations majeures du rapport ITIE 2024 se rapportent notamment à la divulgation des coûts miniers et des émissions de GES qui sont de nouveaux domaines intégrés au reporting ITIE 2024. Cette prise en compte ouvre la voie à une analyse approfondie de la rentabilité et des impacts environnementaux du secteur extractif.

III. Chaîne des valeurs de l'ITIE



La Norme ITIE exige la publication d'informations sur l'ensemble de la chaîne des valeurs du secteur extractif, à savoir la délivrance des titres miniers, la production, la collecte et la gestion de revenus et la manière dont ces revenus parviennent au gouvernement ainsi que leurs impacts sur la population.

La Norme ITIE oblige les Etats membres à faire en sorte que tout le monde :

- ✓ connaisse les **textes législatifs, réglementaires et les structures** qui encadrent l'octroi, la gestion des titres miniers et comprenne la manière dont ils sont accordés ;
- ✓ soit informé de ce que le **sous-sol contient, de la quantité de la production minière et des ventes** ;
- ✓ connaisse les **montants des impôts et taxes** payés par les sociétés minières d'une part et ceux encaissés par l'Etat, d'autre part ;
- ✓ soit informé de la **répartition des revenus** provenant de l'exploitation des ressources minières ;
- ✓ sache comment les **revenus du secteur extractif** sont gérés et à quoi ils ont servi.

IV. Principaux résultats du rapport ITIE 2024

IV.1. Quels impôts et taxes sont applicables au secteur minier burkinabè ?

Les sociétés minières doivent payer des impôts et taxes qui sont prévus principalement par le Code Minier, le Code Général des Impôts et le Code des Douanes. Toutefois, ces sociétés minières bénéficient d'exonérations selon la phase d'activité.

Le tableau ci-après fait la synthèse par phase :

Tableau 3 : Principaux instruments du régime fiscal minier

Nature des impôts	Phase de recherche	Phase de construction	Phase d'exploitation	Réf nouveau Code Minier
Impôt sur les sociétés	Exonéré	Exonéré	Taux de droit commun de 27,5% (Pour les conventions signées avant le 26 juin 2015 Taux de droit commun réduit de 10 points ; cet avantage sera abrogé après l'expiration des délais de mesures transitoires du nouveau Code Minier)	-Article 160 et 167 du nouveau Code Minier
Impôt Minimum Forfaitaire (IMF)	Exonéré	Exonéré	0,5% du chiffre d'affaires Exonération temporaire de 7 ans si durée de vie > 14 ans ou moitié de la durée de vie de la mine si <14 ans	-Article 147 et 162 de l'ancien Code Minier
Taxe Patronale et d'Apprentissage (TPA)	Exonéré	Exonéré	Exonération temporaire de 7 ans si durée de vie > 14 ans ou moitié de la durée de vie de la mine si <14 ans	-Exonération non prévue par le nouveau Code Minier
Contribution des Patentes	Exonéré	Exonéré	Exonération temporaire de 7 ans si durée de vie > 14 ans ou moitié de la durée de vie de la mine si <14 ans	-Article 160 et 167 du nouveau Code Minier
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM)	Exonéré	Exonéré	Pour les revenus des valeurs mobilières, 6,25% pour les sociétés minières et 12,5% taux de droit commun pour les revenus des créances, 25%.	-Avantage non prévue par le nouveau Code Minier
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Exonéré	Exonéré	18% sur les achats/importations 0% sur les exportations	-Article 160 du nouveau Code Minier
Droits de Douanes et taxes assimilées	7,5% sur la valeur en douane des importations	2,5% sur la valeur en douane des importations	-7,5% sur la valeur en douane des importations selon l'ancien Code Minier - Droit commun selon les dispositions du nouveau Code Minier	Article 162, 168 et 174 du Code Minier

Source : rapport ITIE 2024

IV.2. Quelles sont les nouvelles mesures du nouveau code minier ?

Dans le nouveau code minier, plusieurs innovations sont observées et portent notamment sur la participation de l'Etat, la commercialisation, la constitution d'une réserve nationale d'or, la gestion des titres miniers et la fiscalité.

Le tableau suivant fait la synthèse de ces nouvelles mesures applicables.

Tableau 4 – Principales nouvelles mesures du nouveau Code Minier

Domaine	Référence	Nouvelle mesure	Ancien régime	Permis concernés	Application
Participation de l'État	Loi n°016-2024, art. 66 et 306	Participation gratuite portée à 15 % avec droit de souscription d'au moins 30 % (État et/ou investisseurs nationaux). La participation gratuite donne lieu à la perception d'un dividende prioritaire perçu en nature ou en numéraire	10 % gratuit avec dividendes prioritaire perçu en numéraire	PEIGM / PEIPM	Immédiat pour les nouveaux titres ; transition maximale de 5 ans pour conventions existantes
	Décret 2025-0302, art. 5, 8, 13	Ouverture du capital aux investisseurs burkinabè (modalités à préciser par arrêté conjoint).	N/A	PEIGM / PEIPM	À partir du 19/03/2025
	Décret 2025-0302, art. 19	Participation gratuite portée à 20 % pour l'État.	N/A	PESM	À partir du 19/03/2025
	Décret 2025-0302, art. 15 et 17	Prix d'acquisition indexé sur les coûts de recherche et faisabilité (audit obligatoire).	N/A	Tous permis d'exploitation	À partir du 19/03/2025
Commercialisation et droit de préemption	Loi n°016-2024, art. 237	L'État dispose désormais d'un droit de préemption sur la commercialisation de l'or et des autres substances minérales issues des exploitations industrielles, semi-mécanisées et artisanales. Ce droit est exercé par le Trésor public ou par la SONASP, qui devient l'organisme public habilité à acheter, vendre et réguler le marché aurifère national	N/A	Tous permis d'exploitation et exploitants artisanaux	Application immédiate ; modalités fixées par voie réglementaire
Permis et conventions	Loi n°016-2024, art. 37, 72, 73	Limitation de la durée des conventions : 5 ans renouvelable par période de 5 ans	20 ans (PEIGM), 10 ans (PEIPM)	PEIGM / PEIPM	Transition max. 5 ans

Domaine	Référence	Nouvelle mesure	Ancien régime	Permis concernés	Application
	Loi n°016-2024, art. 65	Superprofits : 50 % du chiffre d'affaires provenant de substances autres que celle pour laquelle le permis d'exploitation est attribué.	Non prévu	PEIGM / PEIPM	Transition max. 5 ans
	Loi n°016-2024, art. 53	Les permis de recherche réservés aux personnes morales.	Personnes physiques et morales	PR	18/07/2024
Fiscalité et douanes	Loi n°016-2024, art. 160, 167, 174	Retour au droit commun pour IS, TPA, IRCM, droits de douane.	Taux réduits ou exonérations	Tous titres	Transition max. 5 ans
Réserve nationale d'or	Décret 2025-0414, art. 3 et 8	Obligation de contribuer à la constitution d'une réserve nationale gérée par le Trésor.	N/A	Sociétés minières d'exploitation	08/07/2025
Transformation locale	Décret 2025-0379, art. 1 et 7	Obligation de transformer/valoriser une partie de la production localement (taux à fixer par arrêté).	N/A	PEIGM / PEIPM	6 mois après 03/04/2025

Source : rapport ITIE 2024

IV.3. Comment les autorisations et permis miniers sont octroyés aux demandeurs ?

Au Burkina Faso, pour mener une activité minière, il faut avoir une autorisation de l'Etat appelée titre minier. Lorsque plusieurs personnes physiques ou morales demandent un même permis et remplissent les mêmes conditions posées par la loi, le permis est attribué au premier demandeur selon le principe « premier venu, premier servi ». L'Etat peut de façon particulière mettre à concurrence un périmètre qui a une valeur reconnue.

Pour le cas de l'exploitation artisanale, le demandeur doit être une personne physique de nationalité burkinabè ou une coopérative travaillant dans le domaine minier.

En 2024, 424 titres miniers étaient valides contre 425 en 2023 soit une baisse de 1 titre au niveau des permis d'exploitation industrielle (PEI) qui passent ainsi de 24 à 23. Le nombre des titres miniers se présente comme suit :

Tableau 5 : Situation des titres miniers valides au 31 décembre 2024

TITRES MINIERES	2023	2024
Permis d'Exploitation Industrielle (PEI)	24	23
Permis de Recherche (PR)	288	288
Permis d'Exploitation Semi-mécanisée de Substances de Mines (PESM)	15	15
Autorisation d'Exploitation Artisanale (AEA)	7	7
Autorisation d'Exploitation Industrielle de Substances de carrières (AEISC)	89	89
Autorisation de prospection	0	0
Autorisation de recherche de gites de substances de carrières	0	0
Autorisation d'exploitation semi-mécanisée de substances de carrières	1	1
Autorisation d'Exploitation Artisanale de Substances de Carrières (AEASC)	1	1
Total	425	424

Source : rapport ITIE 2024

Pour consulter ces informations, allez sur le site suivant : <http://www.cadastreminier.bf/>

IV.4. Quelles ont été les quantités de substances produites et vendues en 2024 ?

➤ Quantités de substances de mines produites

La quantité totale d'or produite en 2024 est de 60,77 tonnes contre 57,35 tonnes en 2023, soit une hausse de 3,42 tonnes. Cette hausse se justifie principalement par la hausse de la production artisanale qui est passée de 0,49 tonne en 2023 à 7,13 tonnes en 2024. La valeur de l'or produit en 2024 est de 2 744,43 milliards FCFA contre 2 161,75 milliards FCFA en 2023, soit une hausse de 582,68 milliards FCFA.

Tableau 6 : Situation de la production par substance de mines en 2024

MINERAIS	UNITE	VOLUME	VALEUR EN MILLIARDS FCFA
Or industriel	Tonne	53,38	2 400,03
Or artisanal	Tonne	7,13	320,57
Or semi mécanisé	Tonne	0,14	6,29
Or traitement de résidus miniers	Tonne	0,12	5,62
Total Or	Tonne	60,77	2 744,43
Argent	Tonne	9,29	6,02
Total			2 750,45

Source : rapport ITIE 2024

➤ Quantités de substances de carrières produites

Les principales substances de carrières produites en 2024 sont le granite avec un volume de 750 189,23 m³ pour une valeur de 300,08 millions FCFA et le calcaire dolomitique avec un volume de 193 765,71 m³ pour une valeur de 193,77 millions FCFA.

Tableau 7 : Situation de la production par substance de carrières en 2024

MINERAIS	UNITE	VOLUME	VALEUR EN MILLIONS FCFA
Granite	m ³	750 189,23	300,08
Calcaire dolomitique	m ³	193 765,71	193,77

MINERAIS	UNITE	VOLUME	VALEUR EN MILLIONS FCFA
Tuf	m ³	70 480,61	35,24
Basalte	m ³	76 889,75	30,76
Sable	m ³	23 110,00	4,62
Gabbro	m ³	1 960,81	0,78
Total			565,25

Source : rapport ITIE 2024

➤ Quantités de substances vendues hors du pays (exportations)

La quantité totale d'or exportée en 2024 est de 64,15 tonnes contre 57,34 tonnes en 2023 soit une hausse de 6,81 tonnes. La valeur de l'or vendu en 2024 est estimée à 2 787,38 milliards FCFA contre 2 133,18 milliards FCFA en 2023, soit une hausse de 654,28 milliards FCFA.

La valeur totale des exportations du secteur extractif en 2024 est de 2 791,05 milliards FCFA contre 2 136,45 milliards FCFA en 2023, soit une hausse de 654,20 milliards FCFA.

Tableau 8 : Situation des exportations des entités du périmètre par substance en 2024

MINERAIS	UNITE	VOLUME	VALEUR EN MILLIARDS FCFA
Or	Tonne	64,15	2 787,38
Argent	Tonne	5,78	3,06
Manganèse	Tonne	9 540	0,02
Calcaire dolomitique	Tonne	39 739,73	0,48
Granite	Tonne	5 200	0,03
Total			2 790,97

Source : rapport ITIE 2024

IV.5. Quelle a été la destination de la production minière de 2024 ?

Les principaux pays de destination sont la Suisse et les Emirats Arabes Unis pour l'or. S'agissant de l'argent, les pays de destination sont la Suisse et l'Afrique du Sud.

Les pays où la production minière est vendue sont cités dans le tableau ci-dessous.

Tableau 9 : Quantité exportée par pays de destination

PAYS DESTINATAIRE	UNITE	SUBSTANCE S	VOLUME	VALEUR FOB EN MILLIARDS DE CFA
Suisse	Tonne	Or	40,55	1 862,78
Emirats Arabes Unis	Tonne	Or	22,39	872,83
Afrique du Sud	Tonne	Or	0,66	29,77
Inde	Tonne	Or	0,41	16,17
Rwanda	Tonne	Or	0,14	5,75
Bahreïn	Tonne	Or	0,00	0,08
Hong-Kong	Tonne	Or	0,00	0,04
Turquie	Tonne	Or	0,00	0,03
Total Or			64,15	2 787,38
Suisse	Tonne	Argent	5,45	2,89
Afrique du Sud	Tonne	Argent	0,26	0,14

PAYS DESTINATAIRE	UNITE	SUBSTANCE S	VOLUME	VALEUR FOB EN MILLIARDS DE CFA
Inde	Tonne	Argent	0,07	0,03
Total Argent			5,78	3,06
TOTAL (Or + Argent)				2 790,44

Source : Construit à partir du rapport ITIE 2024

IV.6. Quel est le niveau de qualité des informations du rapport ITIE 2024 ?

Les informations sont jugées de bonne qualité lorsque :

Pour les entreprises extractives, y compris les sociétés d'Etat :

- ✓ le formulaire de déclaration est signé par une personne habilitée à représenter l'entreprise extractive, confirmant que les données reportées sont « exhaustives et reflètent fidèlement les comptes de la société » ;
- ✓ la déclaration est accompagnée par un détail, par quittance des paiements reportés ;
- ✓ la déclaration est accompagnée des états financiers certifiés de l'entreprise pour l'année 2024 ou toute preuve de certification pour l'année concernée ;
- ✓ Pour les sociétés dont le total des contributions au budget de l'Etat dépasse 2 milliards FCFA :
- ✓ la déclaration est certifiée par un auditeur externe qui atteste que les données reportées sont conformes aux comptes de l'entité ;
- ✓ Pour les régies financières :
- ✓ le formulaire de déclaration est signé par une personne habilitée à représenter l'entité, confirmant que les données reportées sont « exhaustives et reflètent fidèlement les recouvrements de la période » ;
- ✓ la déclaration est accompagnée par un détail, par quittance, des revenus reportés ;
- ✓ la déclaration des régies est certifiée par la Cour des comptes.

Pour le rapport 2024, le consultant a constaté que les données contenues dans ledit rapport sont fiables, exhaustives et conformes aux procédures convenues avec le COPIL-ITIE.

IV.7. Combien les sociétés minières ont déclaré avoir payé à l'Etat et combien l'Etat a déclaré avoir reçu de ces sociétés en 2024 ?

Pour le rapport ITIE 2024, les 15 sociétés minières retenues pour la comparaison des données ont toutes déclaré les montants qu'elles ont payés à l'Etat.

➤ Revenus nets générés par le secteur extractif

Après vérification, les revenus nets générés par le secteur extractif, y compris les sous-traitants miniers pour l'année 2024, sont de 635,58 milliards FCFA contre 594,82 milliards FCFA en 2023, soit une augmentation de 40,76 milliards FCFA. Environ 96,32% des revenus nets générés en 2024 alimente le budget de l'Etat, soit 612,21 milliards FCFA.

➤ Montants comparés

Le montant total que les 15 sociétés ont déclaré et payé en 2024 est de 540,55 milliards FCFA. Pour la même année, les services de l'Etat ont déclaré avoir reçu de ces 15 sociétés minières, un montant total de 547,62 milliards FCFA. Il apparaît un écart de 7,07 milliards FCFA, soit 1,29% des paiements reçus par l'Etat. Le détail des paiements effectués par les sociétés et les montants perçus par l'Etat ainsi que les différences constatées se trouvent dans le tableau suivant.

Tableau 10 : Comparaison de la déclaration des sociétés minières et de celle du Gouvernement

N°	Sociétés	Sociétés	Gouvernement	Différence	Ecart en %
1	Iamgold Essakane SA	143 897,21	151 305,80	7 408,59	4,90%
2	Houde Gold Operation SA	90 604,04	90 604,25	0,2	0,00%
3	Société des Mines de Sanbrado SA	67 163,98	66 503,99	-659,99	-0,99%
4	Bissa Gold SA	56 157,56	56 159,12	1,56	0,00%
5	Orezone Bombore SA	45 744,77	45 745,36	0,59	0,00%
6	Semafo Burkina Faso SA	47 091,68	47 091,92	0,25	0,00%
7	Roxgold SANU SA	24 086,38	24 380,44	294,06	1,21%
8	Wahgnion Gold Operations SA	24 704,12	24 704,12	-	0,00%
9	Riverstone Karma SA	13 841,80	13 841,68	-0,12	0,00%
10	KIAKA SA	6 904,13	6 903,92	-0,21	0,00%
11	Semafo Boungou SA	8 330,28	8 330,28	-	0,00%
12	Taparko Mining SA	5 068,11	5 068,18	0,07	0,00%
13	Nordgold Yimiougou SA	3 947,84	3 947,86	0,01	0,00%
14	Burkina Mining Company SA	3 007,32	3 029,61	22,28	0,74%
15	SEPB	-	-	-	0,00%
	Total	540 549,22	547 616,53	7 067,29	1,29%

Source : rapport ITIE 2024

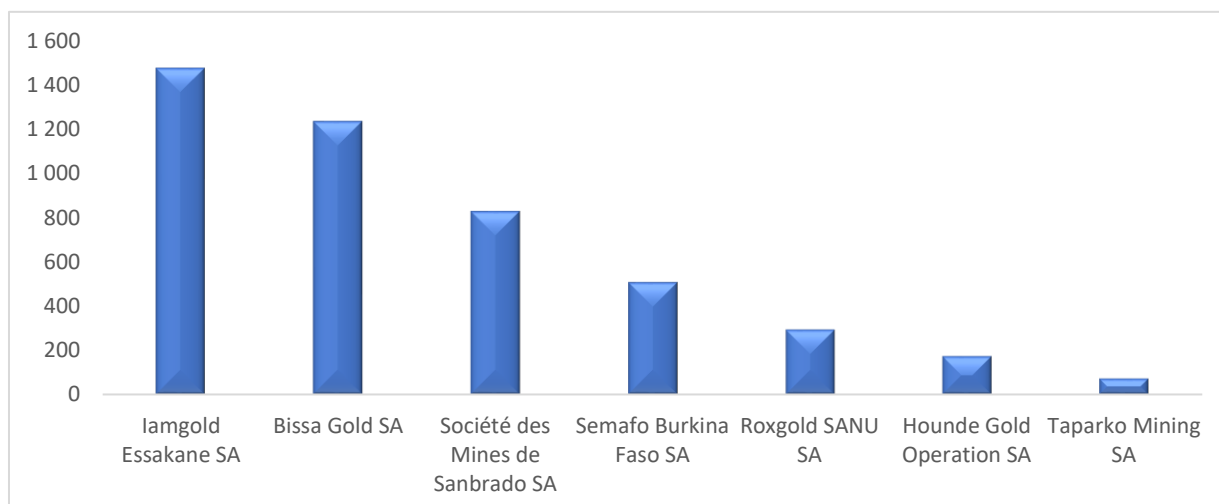
IV.8. Quels sont les montants qui reviennent aux communes, aux régions et au FSP en 2024 ?

IV.8.1. Montants collectés au titre de la patente, du FMDL et de la taxe superficielle en 2024

➤ La patente collectée en 2024

Pour la patente, la somme totale collectée en 2024 est de 5 846,18 millions FCFA contre 5 540,10 millions FCFA en 2023, soit une hausse de 306,08 millions FCFA. Une partie de ce montant est directement versée au budget des communes.

Graphique 1 : Situation de la patente payée par société minière



Source : à partir des données du rapport ITIE 2024

➤ Le FMD collecté en 2024

En 2024, le montant du FMDL payé par les sociétés minières est de 25,73 milliards FCFA. Seuls les montants collectés au premier semestre 2024 ont été répartis.

➤ La taxe superficielle collectée en 2024

Le montant de la taxe superficielle payée en 2024 par les sociétés minières est de 10, 61 milliards FCFA contre 10,83 milliards FCFA payés en 2023.

Tableau 11: Situation de la taxe superficielle collectée en 2024

Taxe superficielle recouvrées selon données ITIE (milliards FCFA)	Montant théorique à reverser (20 %) (milliards FCFA)
10, 61	2,12

Source : rapport ITIE 2024

IV.8.2. Montants transférés aux communes et aux régions en 2024

Les revenus du secteur minier transférés aux communes et aux régions du Burkina Faso proviennent du Fonds minier de développement et de la taxe superficielle.

✓ Le Fonds minier de développement (FMD)

En 2024, un montant total de 45,08 milliards FCFA a été transféré aux collectivités territoriales au titre du FMD.

Tableau 12: Situation des transferts FMD effectués en 2024 (en milliards FCFA)

Période de collecte	Montants des Arrêtés conjoints (CT+FSP)	Montants transférés aux collectivités territoriales	Date du transfert	Arrêtés conjoints
2ème Semestre 2022	25,436	13,397	05/04/2024	Arrêté conjoint n°2024-137 du 5 avril 2024
1er Semestre 2023	19,778	10,516	08/05/2024	Arrêté conjoint n°2024-200 du 8 mai 2024
2ème Semestre 2023	22,123	11,261	12/09/2024	Arrêté conjoint n°2024-359 du 12 septembre 2024
1er semestre 2024	21,81	9,906	12/09/2024	Arrêté conjoint n°2024-360 du 12 septembre 2024
Total	89,15	45,08		

Source : rapport ITIE 2024

✓ La taxe superficielle

Un montant de 2,190 milliards FCFA au titre de la taxe superficielle a été reparté en 2024 à l'ensemble des collectivités territoriales bénéficiaires. Ce montant provient des ressources collectées en 2023.

Tableau 13 : Situation du transfert de la taxe superficielle en 2024

Année de collecte	Taxe superficielle recouvrée selon les données ITIE (Millions FCFA)	Montant transféré (Millions FCFA)	Arrêté conjoint
2021	11 131,34	2 216,81	Arrêté du 14 mars 2023
2022	11 333,34	2 266,67	Arrêté du 07 juillet 2023
2023	10 834,35	2 189,62	Arrêté d'août 2024

Source : rapport ITIE 2024

IV.8.3. Quelle est la contribution du secteur extractif au Fonds de soutien patriotique (FSP) en 2024 ?

En 2024, le montant total des contributions du secteur extractif au Fonds de soutien patriotique (FSP) s'élève à 53,08 milliards de FCFA. Le détail de ces contributions est dans le tableau ci-dessous.

Tableau 14 : contribution du secteur extractif au Fonds de soutien patriotique en 2024

Sources	Montant (en milliards de FCFA)
Contribution sur les bénéfices des entreprises (CSBE) FSP	7,86
Retenue sur Salaire (FSP des salaires)	1,15
Contribution FMD	44,07
Total FSP	53,08

Source : rapport ITIE 2024

IV.9. Quelle est la contribution des sociétés minières au Fonds de réhabilitation et de fermeture de la mine (FRFM) en 2024 ?

Les sociétés minières ont cotisé au FRFM afin de réparer les dégâts causés à l'environnement. En 2024, sur les 15 sociétés minières, seulement 07 ont reversé leur contribution au FRFM pour un montant total de 8,98 milliards F CFA, détaillé dans le tableau ci-dessous.

Cette situation prend en compte uniquement les cotisations faites au niveau de la BCEAO.

Tableau 15: Situation des versements par société au FRFM

Société	Commune/Région	Montant en milliards de FCFA
Iamgold Essakane SA	Région : Sahel - Provinces – Oudalan	3,41
Semafou Burkina Faso SA	Région : Boucle du Mouhoun – Balé	1,91
Houndé Gold Operation SA	Région : Hauts-Bassins - Province - Tuy	1,91
Roxgold SANU SA	Région : Boucle du Mouhoun - Province - Balés	0,59
Société des Mines de Sanbrado SOMISA	Région : Plateau Central/Centre-nord - Province – Ganzourgou	0,43
Wahgnion Gold Operations SA	Région : Cascades - Province - Leraba	0,40
Burkina Mining Company SA	Région : Centre-Est - Province - Boulgou	0,32
Total	8,98	

Source : rapport ITIE 2024

NB : A la suite des travaux de la Cour des Comptes, il a été constaté une erreur de reporting des paiements de la société SEMAFO Burkina. Le montant réel versé en 2024 est de 488 980 736 F CFA.

IV.10. Quel montant a été reversé au titre du Fonds de Financement de la Recherche géologique et minière et de soutien à la formation sur les sciences de la terre ?

En 2024, le montant reversé par l'Etat au titre du Fonds de Financement de la Recherche géologique et minière et de soutien à la formation sur les sciences de la terre constitué des affectations de 15% des droits et taxes recouvrés est de 24,545 milliards FCFA. La situation des recouvrements et de la répartition est donnée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 16: Situation de la répartition des ressources du Fonds de Financement de la Recherche géologique et minière et de soutien à la formation sur les sciences de la terre

Bénéficiaires	Ressources recouvrées	% Affectation	Montants affectés en 2023
BUMIGEB	24 545 063 038,42	65%	15 954 290 975
Fonds d'équipement des Mines et des Carrières		10%	2 454 506 304
FONER		15%	3 681 759 456
Départements des universités publiques en charge de la formation dans le domaine des sciences de la terre		5%	1 227 253 152
Structures publiques de formation et de recherche dans les autres domaines des sciences et techniques		5%	1 227 253 152
Total en FCFA			24 545 063 038,42

Source : Rapport ITIE 2024

NB : cette répartition est théorique et n'a pas été réalisée dans la pratique

IV.11. Quels ont été les paiements effectués par les sous-traitants miniers en 2024 ?

Le montant payé par les sociétés de sous-traitance en 2024 est de 66,995 milliards FCFA. Ce montant représente 10,54% de l'ensemble des revenus budgétaires du secteur extractif en 2024.

IV.12. Quels ont été les paiements sociaux effectués par les sociétés minières en 2024 ?

Les paiements sociaux effectués par les sociétés minières en 2024 s'élèvent à 5,421 milliards FCFA détaillés comme suit :

- ✓ 1,596 milliards FCFA pour les paiements sociaux obligatoires ;
- ✓ 3,825 milliards FCFA pour les paiements sociaux volontaires.

Le détail des paiements sociaux par société minière est présenté dans le tableau suivant :

Tableau 17: Détail des paiements sociaux par société minière (en millions de FCFA)

Entreprises Extractives	Paiements sociaux volontaires	Paiements sociaux obligatoires	Total
HOUNDE GOLD OPERATION SA	1 058 452 090	165 459 500	1 223 911 590
IAMGOLD ESSAKANE SA	704 066 357	0	704 066 357
WAHGNION GOLD OPERATIONS SA	610 105 986	887 308 294	1 497 414 280
OREZONE BOMBORE SA	422 480 716	16 028 500	438 509 216
BISSA GOLD SA	420 683 066	0	420 683 066
SOCIETE DES MINES DE SANBRADO (SOMISA)	175 249 900	346 622 352	521 872 252
ROXGOLD SANU SA	161 807 455	136 169 500	297 976 955
KIAKA SA	105 624 075	44 174 768	149 798 843
NORDGOLD YIMIOUGOU SA	85 606 200	0	85 606 200
SOCIETE DES MINES DE TAPARKO SA	47 331 000	0	47 331 000
RIVERSTONE KARMA SA	23 484 850	0	23 484 850
SEMAFO BOUNGOU SA	10 236 338	0	10 236 338
Total	3 825 128 033	1 595 762 914	5 420 890 947

Source : Rapport ITIE 2024

IV.13. Quels ont été les paiements effectués aux fournisseurs locaux en 2024 ?

Sur 15 sociétés minières retenues, seules 05 ont renseigné le formulaire sur la fourniture locale. Le montant total payé par les 05 sociétés à leurs fournisseurs de biens et services est de 509 milliards FCFA dont une part de 63,66% est revenu aux entreprises nationales. Le tableau ci-dessous donne l'état des déclarations relatives à la fourniture locale.

Tableau 18 : Détail des déclarations relatives à la fourniture locale en 2024

N°	Sociétés	Montant cumulé	Montant entreprises nationales	Montant entreprises internationales	Part des entreprises locales
1	KIAKA SA	171 827,16	59 067,96	112 759,21	34,38%
2	Riverstone Karma SA	79 209,24	77 809,85	1 399,40	98,23%
3	Taparko Mining SA	32 299,37	27 985,05	4 314,32	86,64%
4	Wahgnion Gold Operations SA	94 200,57	49 981,68	44 218,89	53,06%
5	Orezone Bombore SA	131 465,25	109 169,68	22 295,58	83,04%
6	Iamgold Essakane SA	N/c	N/c	N/c	N/a

N°	Sociétés	Montant cumulé	Montant entreprises nationales	Montant entreprises internationales	Part des entreprises locales
7	Houde Gold Operation SA	N/c	N/c	N/c	N/a
8	Société des Mines de Sanbrado SA	N/c	N/c	N/c	N/a
9	Bissa Gold SA	N/c	N/c	N/c	N/a
10	Nordgold Yimoungou SA	N/c	N/c	N/c	N/a
11	Semafo Burkina Faso SA	N/c	N/c	N/c	N/a
12	Roxgold SANU SA	N/c	N/c	N/c	N/a
13	Semafo Boungou SA	N/c	N/c	N/c	N/a
14	Burkina Mining Company SA	N/c	N/c	N/c	N/a
15	Société d'Exploitation des Phosphates du Burkina (SEPB)	N/c	N/c	N/c	N/a
Total		509 001,59	324 014,22	184 987,40	63,66%

Source : Rapport ITIE 2024

IV.14. Quels ont été les versements effectués à l'UEMOA et à la CEDEAO ?

La Direction générale des douanes collecte des ressources pour le compte de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Ces ressources sont constituées du **Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) de l'UEMOA** d'une retenue de 0,8% de la valeur en douane des marchandises importées hors UEMOA et d'un **Prélèvement Communautaire de la CEDEAO (PCC)** d'un taux de 0,5% de la valeur en douane (ou mercuriale) des marchandises importées hors CEDEAO et destinées à la consommation.

En 2024, les montants prélevés s'élèvent à 2,853 milliards FCFA pour la CEDEAO et 2,054 milliards FCFA pour l'UEMOA, soit un total de 4,907 milliards FCFA.

Le tableau suivant fait la situation des montants transférés à ces deux organismes.

Tableau 19 : Situation des montants transférés à ces deux organismes

Désignation	PC pour le compte de la CEDEAO	PCS pour le compte de l'UEMOA
Montant total pour les sociétés incluses dans le périmètre de rapprochement	2,770	1,921
Montant total pour les sociétés hors du périmètre de rapprochement	0,083	0,133
Total	2,853	2,054
Total général	4,907	

Source : Rapport ITIE 2024

IV.15. Combien de personnes sont employées dans les sociétés minières retenues pour ce rapport ?

Sur les 15 sociétés minières retenues pour la comparaison des données, 13 sociétés ont déclaré le détail de leurs employés.

Les 13 sociétés emploient 10 158 personnes en 2024 dont 96,68% sont de nationalité burkinabè. Les femmes représentent 10,20% des effectifs. Le tableau suivant donne la situation du personnel des sociétés minières.

Les tableaux suivants présentent la situation des employés par société minière, par sexe et par statut de l'emploi.

Tableau 20 : Situation du personnel par société minière et par sexe

Sociétés	Hommes	Femmes	Proportion des femmes	Total
Iamgold Essakane SA	2 214	337	13,21%	2 551
Houndé Gold Operation SA	1 212	148	10,88%	1 360
Société des Mines de Sanbrado SA	518	131	20,18%	649
Bissa Gold SA	1 264	73	5,46%	1 337
Orezone Bombore SA	903	78	7,95%	981
Roxgold SANU SA	388	62	13,78%	450
Wahgnion Gold Operations SA	917	81	8,12%	998
Riverstone Karma SA	355	10	2,74%	365
KIAKA SA	306	39	11,30%	345
Semafo Boungou SA	358	28	7,25%	386
Société des Mines de Taparko SA	345	19	5,22%	364
Burkina Mining Company SA	342	30	8,06%	372
Total	9 122	1 036	10,20%	10 158

Source : rapport ITIE 2024

Tableau 21 : Situation du personnel des sociétés minières par statut et par nationalités

Statut	Niveau professionnel	Effectif Hommes		Effectif femmes		Total
		Burkinabé	Etranger	Burkinabé	Etranger	
Permanents	Cadres supérieurs	588	120	95	2	805
	Cadres moyens	761	1	90	-	852
	Agents de maîtrise	2 966	62	331	1	3 360
	Ouvriers spécialisés	1 837	2	195	-	2 034
	Ouvriers	542	-	49	-	591
Contractuels	Cadres supérieurs	49	141	8	8	206
	Cadres moyens	470	-	33	-	503
	Agents de maîtrise	608	-	133	-	741
	Ouvriers spécialisés	758	-	70	-	828
	Ouvriers	217	-	21	-	238
Total		8 796	326	1 025	11	10 158

Source : Rapport ITIE 2024

Les données de l'annuaire statistique 2024 du ministère en charge des mines prennent en compte les sous-traitants et indiquent un nombre d'emplois directs de 19 994. Selon les estimations de la Direction Générale de l'Economie et de la Planification (DGEP), le nombre d'emplois directs et indirects créés par le secteur minier (y compris l'artisanat) serait de 108 436 soit 0,7 % de l'effectif total des emplois en 2024.

IV.16. Quelle est la contribution du secteur dans l'économie en 2024 ?

Tableau 22 : Contribution du secteur à l'économie

Indicateurs	Valeur nominale	Valeur relative
<u>Contribution aux recettes de l'Etat</u>	612,21 milliards FCFA	15,33%



Indicateurs	Valeur nominale	Valeur relative
<u>Contribution au PIB</u> 	2 112,55milliards FCFA	15,08%
<u>Contribution à l'emploi (y compris l'artisanat)</u> 	108 436 emplois directs et indirects	0,70%
<u>Production</u> 	Or : 60,77 tonnes (artisanale et industrielle) Argent : 9,29 tonnes Carrières : 1 116 396,11 m ³	
<u>Contribution aux recettes d'exportation</u> 	2 845,34 milliards FCFA	69,56%

Source : Rapport ITIE 2024

V. Quelles ont été les recommandations du rapport ITIE 2024 ?

A l'issue de l'exercice de conciliation, le consultant a formulé quelques recommandations qui figurent dans le tableau qui suit.

Tableau 23 : Recommandations 2024

N°	Synthèse des Constatations du rapport 2023	Exigence ITIE	Entité concernée
	<i>Renforcer la progressivité du régime de redevance aurifère pour une répartition plus équitable de la rente minière</i>	<i>2.1</i>	
1	Constatation : L'analyse des données 2024–2025 montre que la progressivité reste insuffisante au regard de l'augmentation des marges bénéficiaires des sociétés minières. Alors que le prix moyen de l'or a progressé de 2 000 à 3 300 USD/oz (+65 %), les coûts moyens de production (AISC) sont restés quasi stables ($\approx$ 1 470 USD/oz). La marge brute unitaire a ainsi été multipliée par plus de trois, tandis que la redevance n'a augmenté que d'un point (de 7 % à 8 %), réduisant la part de la rente publique captée par la redevance dans la valeur créée.	2.1.1 2.1.2	MEMC ITIE BF

N°	Synthèse des Constatations du rapport 2023	Exigence ITIE	Entité concernée
	Ce mécanisme génère un effet paradoxal : la redevance croît en valeur absolue, mais devient quasi-régressive en période de prix élevés, la progression du taux étant très inférieure à celle des marges. Recommandation : Il est recommandé de revoir le mécanisme de progressivité de la redevance aurifère, à travers : • un barème de redevance plus sensible aux variations du prix de l'or ou l'introduction d'un impôt sur les superprofits, activé lorsque la rentabilité excède un seuil prédéfini. ; • une symétrie d'ajustement prévisible pour atténuer les effets d'une baisse conjoncturelle ; • la création d'un Fonds de stabilisation des recettes minières, destiné à capitaliser les excédents en période de prix favorables et à compenser les pertes budgétaires lors des cycles baissiers.		
	Analyse et prévention des risques de corruption dans la chaîne de valeur minière	2.1.3	
2	Constatation : Les réformes institutionnelles et réglementaires engagées dans le cadre du Code minier 2024, ainsi que la montée en puissance de nouvelles entités publiques telles que la SONASP (commercialisation de l'or) et la SOPAMIB (valorisation industrielle), ont profondément transformé la gouvernance du secteur extractif au Burkina Faso. Si ces évolutions visent à renforcer la transparence et la participation de l'État, elles entraînent également une reconfiguration des responsabilités et des flux financiers, susceptible de générer de nouveaux risques de corruption et de conflits d'intérêts, en raison de la concentration des fonctions d'achat, de gestion et de régulation au sein d'acteurs publics encore en phase d'institutionnalisation. Recommandation : Il est recommandé d'engager une analyse approfondie et participative des risques de corruption, de conflits d'intérêts et d'intégrité dans la chaîne de valeur minière, couvrant les segments industriel et artisanal, et tenant compte de la nouvelle configuration institutionnelle issue du Code minier 2024. Cet exercice devrait : • établir la cartographie nationale des risques de corruption et de conflits d'intérêts dans le secteur extractif ; • évaluer la robustesse des dispositifs internes d'intégrité et de « due diligence » des entreprises, notamment publiques ; • et proposer un plan d'atténuation à intégrer dans les plans d'action institutionnels et dans la mise en œuvre de la SNT-SE 2025–2029.	2.1.3.b	MEMC MEF SONASP SOPAMIB ITIE BF
3	Renforcer la traçabilité de l'or artisanal et prise en compte budgétaire	2.1.6 et 3.2.3	
	Constat : • En 2024, la SONASP a acquis plus de 7 tonnes d'or issu de l'exploitation artisanale ou semi-mécanisée.	2.1.6 et 3.2.3	MEMC DGMG SONASP

N°	Synthèse des Constatations du rapport 2023	Exigence ITIE	Entité concernée
	• Certains vendeurs individuels (personnes physiques), détenteurs de cartes d'artisan, ont vendu des volumes très élevés (jusqu'à plus de 4 tonnes), comparables à des niveaux d'exploitation semi-industriels. • Malgré ces volumes, les recettes publiques associées à cette activité (redevances, impôts sur les revenus, etc.) sont faiblement reflétées dans les données fiscales (DGI) et budgétaires (Trésor). • Le dispositif actuel capte les flux physiques (achats/export SONASP) mais pas la traçabilité fiscale et budgétaire (identité fiscale des vendeurs, imputation en recettes, rapprochement Trésor). • La délivrance de la carte d'artisan minier ne requiert aucune condition fiscale préalable (immatriculation, IFU actif, régularité déclarative). Recommandations : Renforcer la Traçabilité « physique–fiscale–budgétaire » • Obligation d'Identifiant Fiscal Unique (IFU) pour toute vente d'or à la SONASP. • Transmission systématique des volumes d'achat à la DGI et à la DGTCP. • Mettre en place un rapprochement périodique SONASP–DGI–DGTCP. Seuils publics et reclassement des gros volumes • Fixer et publier des seuils de volume au-delà desquels la “carte artisan” n’est plus admise ; • Interdire l’usage de la carte artisan au-delà du seuil ; • Subordonner la délivrance/renouvellement de la carte artisan à la régularité fiscale minimale (immatriculation, IFU actif). Instauration d’un impôt libératoire en nature		DGI ITIE BF
4	Renforcement des capacités en modélisation et évaluation fiscales	2.1.2 et 4.1	
	Constat : La mise en œuvre du nouveau Code minier et la transition des contrats nécessitent des outils partagés pour apprécier la progressivité des instruments (redevance, IS, participations, exonérations) et tester des scénarios prix/coûts.	2.1.2.b 4.1.3	MEMC DGMG SONASP DGI ITIE BF
	Recommandation : Mettre en place un programme ciblé de renforcement des capacités au bénéfice de la DGI, du Ministère en charge des mines, du SP-ITIE et de la société civile, comprenant une formation de base à la modélisation fiscale des projets minier et d’analyse de sensibilité (scénarios prix/coûts, barèmes de redevance, clauses de transition).		
5	Renforcer la traçabilité et la cohérence des flux d’or entre la production, l’achat et l’exportation	3.2, 3.3 et 4.4	
	Constataion : Le rapprochement des données DGMG–SONASP–DGD pour 2024 révèle un écart de 3,38 tonnes entre la production nationale d’or et les exportations		DGMG DGD SONASP

N°	Synthèse des Constatations du rapport 2023	Exigence ITIE	Entité concernée
	déclarées. Cet écart provient principalement du fait que la SONASP déclare à la DGD uniquement les volumes exportés en or brut, sans distinguer l'argent contenu dans les dorés qu'elle achète. Cette absence de ventilation est de nature à altérer la cohérence et la traçabilité entre les volumes produits, achetés et exportés.	3.2.b 3.3 4.9.4	Entreprises industrielles
	Recommandations : 1. Mettre en place un système intégré de suivi des flux d'or. 2. Instaurer un cadre formalisé de concertation interinstitutionnelle trimestrielle. 3. Harmoniser les définitions et les calendriers statistiques entre les administrations concernées.		
	<i>Gestion et transparence des participations directes de l'État</i>	2.6	
	Constatation :	2.6	DGTCP
	Des incohérences et données manquantes persistent dans la déclaration des participations de l'État au 31 décembre 2024 :		
6	- absence de la participation dans TOEGA SA ainsi que dans d'autres sociétés disposant de PEI ; - non-prise en compte des cinq projets repris en août 2024 ; - conditions d'acquisition non publiées pour trois sociétés ; - absence de dividendes pour certaines mines en production.		
	Recommandations		
	- Mettre à jour la situation des participations auprès de la DGTCP ; - Expliquer l'absence de dividendes pour les mines productive		
	<i>Divulgaration des données sur l'acquisition des mines de Boungou et de Wahgnion</i>	4.5	
	Constat	4.5	DGTCP ITIE BF
	L'accord conclu en août 2024 entre Endeavour Mining, Lilium Mining et l'État prévoit un paiement différé de 60 M USD et une redevance de 3 % sur jusqu'à 400 000 onces d'or de Wahgnion.		
7	Bien qu'aucune contrepartie en infrastructures ne soit documentée, cet accord implique des engagements adossés à la production, entrant dans le périmètre de l'Exigence 4.3 de la Norme ITIE.		
	Limites		
	- Accord non publié, empêchant de connaître les engagements complets ; - Modalités financières détaillées non divulguées ; - Clauses transactionnelles entre l'État et Lilium non accessibles.		
	Recommandations		

N°	Synthèse des Constatations du rapport 2023	Exigence ITIE	Entité concernée
	- Publier ou résumer officiellement les engagements contractuels (montants, échéances, redevance, garanties) ; - Suivre annuellement les paiements et la production déclenchant la redevance ; - Documenter toute contrepartie additionnelle afin d’assurer une classification conforme ITIE.		
8	<i>Traçabilité du remboursement des crédits de TVA</i>	<i>4.1</i>	
	Constat	4.1	DGTCP, DGI, ITIE-BF
	Un écart de 5,1 milliards FCFA est constaté entre : - les avis de transfert de la DGTCP datés du 16/07/2025, - et les avis de crédit bancaire de la société IAMGOLD ESSAKANE datés du 28/06/2024, indiquant une réception antérieure du remboursement Cet écart remet en cause la traçabilité et la cohérence temporelle des flux État–entreprise.		
	Recommandations		
	- Identifier l’origine de l’écart et corriger les données ; - Aligner les dates de remboursement sur la date de valeur bancaire ; - Améliorer la traçabilité des crédits de TVA.		
9	<i>Renforcer la soutenabilité financière du régime de participation publique et envisager un mécanisme complémentaire de partage de production</i>	<i>7</i>	
	Constatation :	7	ITIE BF MEF MEMC
	- Le nouveau cadre minier (Code 2024 et décret 2025) renforce la participation nationale à travers : - une participation gratuite portée à 15 % pour les petites et grandes mines ; - une participation de 20 % pour les semi-mécanisées ; - un droit de souscription additionnelle jusqu’à 30 % pour les grandes et petites mines ; - une clause de non-dilution et la possibilité de paiement échelonné sans intérêt. - Cependant, plusieurs limites freinent son application effective : - absence de mécanisme de financement opérationnel pour les participations contributives ; - dépendance aux dividendes, souvent faibles et différés ; - risque de sous-capitalisation lié à la non-dilution ; - durée de vie courte des projets aurifères, limitant la rentabilité différée des participations. - Ces contraintes réduisent la capacité de l’État à exercer pleinement ses droits et à mobiliser des capitaux nationaux autour de ses participations.		
	Recommandations :		
	Renforcer la soutenabilité financière du régime de participation publique en rendant la participation contributive plus flexible (échelonnement ajusté au cycle de vie des projets, mécanisme différé et remboursable),		

N°	Synthèse des Constatations du rapport 2023	Exigence ITIE	Entité concernée
	tout en étudiant la faisabilité d'un modèle complémentaire de partage de production pour garantir des revenus réguliers. • Il est également recommandé de clarifier les responsabilités entre les ministères concernés et la société nationale de participation minière afin d'assurer une gestion efficace et transparente des participations publiques.		

Conclusion

L'exercice d'élaboration du rapport simplifié 2024 a permis au Comité de pilotage de satisfaire à l'exigence 7.1 de la norme ITIE qui exige que les informations contenues dans le rapport ITIE global, soient compréhensibles et accessibles à l'ensemble de la population. Ce document majeur du processus ITIE sera traduit en langues nationales et disséminé auprès de la population.

ANNEXE

Au total six (06) transferts ont été effectués au profit des collectivités territoriales en 2024 dont deux (02) transferts au titre de la taxe superficière et quatre (04) transferts au titre du FMDL.

Répartition de la taxe superficière et du FMDL par collectivité territoriale en 2024

N °	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2ème semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2ème semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
	BOUCLE DU MOUHOUN	28 595 423	28 745 243	57 340 666	185 062 700	130 933 890	180 714 426	146 691 019	643 402 035	700 742 701
1	BAGASSI	41 858 082	41 972 039	83 830 121	266 887 162	237 947 219	423 215 513	235 448 105	1 163 497 999	1 247 328 120
2	BALAVE	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
3	BANA	42 510 915	42 061 512	84 572 427	116 009 539	77 039 940	93 848 010	81 280 751	368 178 240	452 750 667
4	BARANI	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
5	BONDOKUI	10 472	72 000	82 472	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 212 379
6	BOMBOROKUY	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
7	BOROMO	242 735	234 084	476 819	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 606 726
8	BOURASSO	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
9	DEDOUGOU	-	92 166	92 166	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 222 073
1 0	DJIBASSO	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
1 1	DI	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
1 2	DOKUY	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
1 3	DOUMBALA	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
1 4	DOUROULA	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
1 5	FARA	774 228	88 006	862 234	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 992 141
1 6	GASSAN	-	65 225	65 225	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 195 132
1 7	GOMBORO	150 527	89 348	239 875	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 369 782
1 8	GOSSINA	428 905	108 655	537 560	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 667 467
1 9	KASSOUM	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
2 0	KIEMBARA	-	149 333	149 333	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 279 240
2 1	KOMBORI	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
2 2	KONA	42 399 544	41 952 000	84 351 544	116 009 539	77 039 940	93 848 010	81 280 751	368 178 240	452 529 784
2 3	KOUGNY	-	173 880	173 880	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 303 787
2 4	KOUKA	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907

N o	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2ème semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2ème semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
2 5	LANFIERA	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
2 6	LANKOUÉ	-	149 333	149 333	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 279 240
2 7	MADOUBA	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
2 8	NOUNA	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
2 9	OURI	183 478	215 266	398 744	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 528 651
3 0	OUARKOYE	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
3 1	PA	587 168	490 065	1 077 233	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	45 207 140
3 2	POMPOI	42 022 632	42 059 885	84 082 517	116 009 539	77 039 940	93 848 010	81 280 751	368 178 240	452 260 757
3 3	POURA	218 916	-	218 916	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 348 823
3 4	SAFANE	43 587 655	45 211 085	88 798 740	116 009 539	77 039 940	93 848 010	81 280 751	368 178 240	456 976 980
3 5	SAMI	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
3 6	SANABA	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
3 7	SIBY	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
3 8	SONO	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
3 9	SOLENZO	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
4 0	TCHERIBA	248 908	227 863	476 771	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 606 678
4 1	TANSILA	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
4 2	TOMA	-	248 810	248 810	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 378 717
4 3	TOUGAN	162 000	-	162 000	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 291 907
4 4	TOENI	-	-	-	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 129 907
4 5	YABA	-	140 155	140 155	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	44 270 062
4 6	YAH0	41 746 521	41 779 989	83 526 510	116 009 539	77 039 940	93 848 010	81 280 751	368 178 240	451 704 750

N°	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2ème semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2ème semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
4 7	YE	226 125	1 126 493	1 352 618	13 061 108	8 889 188	12 002 828	10 176 783	44 129 907	45 482 525
	SOUS TOTAL BOUCLE DU MOUHOUN	285 954 234	287 452 435	573 406 669	1 567 502 985	1 118 537 517	1 565 285 937	1 205 790 982	5 457 117 421	6 030 524 090
	CASCADES	19 664 182	18 995 647	38 659 829	124 757 879	102 569 437	109 014 856	99 205 417	435 547 589	474 207 418
1	BANFORA	254 526	266 215	520 741	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	53 429 363
2	BEREGADOUGOU	897 845	70 521	968 366	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	53 876 988
3	DAKORO	81 145 968	81 140 631	162 286 599	178 517 790	194 374 897	160 291 658	168 107 885	701 292 230	863 578 829
4	DOUNA	-	-	-	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	52 908 622
5	KANKALABA	-	-	-	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	52 908 622
6	LOUMANA	919 716	914 676	1 834 392	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	54 743 014
7	MANGODARA	1 120 503	270 187	1 390 690	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	54 299 312
8	MOUSSODOUGOU	-	-	-	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	52 908 622
9	NIANGOLOKO	1 251 988	3 108 926	4 360 914	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	57 269 536
1 0	NIANKORODOUGOU	81 552 340	81 214 218	162 766 558	178 517 790	194 374 897	160 291 658	168 107 885	701 292 230	864 058 788
1 1	OUELENI	-	-	-	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	52 908 622
1 2	OUO	3 977 923	1 440 025	5 417 948	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	58 326 570
1 3	SIDERADOUGOU	3 044 009	1 415 394	4 459 403	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	57 368 025
1 4	SINDOU	274 524	273 020	547 544	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	53 456 166
1 5	SOUBAKANIEDOUGOU	-	-	-	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	52 908 622
1 6	TIEFORA	2 538 300	847 008	3 385 308	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	56 293 930
1 7	WONLONKOTO	-	-	-	15 052 952	12 667 189	13 186 237	12 002 244	52 908 622	52 908 622
	SOUS TOTAL CASCADES	196 641 824	189 956 468	386 598 292	707 587 739	681 327 066	627 391 727	615 454 847	2 631 761 379	3 018 359 671
	CENTRE	221 369	382 584	603 953	79 103 039	52 681 768	67 960 576	60 930 692	260 676 075	261 280 028
1	KOMKI-IPALA	-	-	-	8 876 293	6 107 051	7 638 958	6 849 667	29 471 969	29 471 969
2	KOMSILGA	-	-	-	8 876 293	6 107 051	7 638 958	6 849 667	29 471 969	29 471 969
3	KOUBRI	-	-	-	9 502 982	6 436 586	7 951 506	7 348 188	31 239 262	31 239 262
4	PABRE	-	-	-	8 876 293	6 107 051	7 638 958	6 849 667	29 471 969	29 471 969
5	OUAGADOUGOU	-	-	-	8 876 293	6 107 051	7 638 958	6 849 667	29 471 969	29 471 969
6	SAABA	900 000	2 085 480	2 985 480	8 876 293	6 107 051	7 684 412	6 937 355	29 605 111	32 590 591
7	TANGHIN-DASSOURI	1 092 312	1 357 772	2 450 084	8 876 293	14 703 764	7 638 958	6 849 667	38 068 682	40 518 766
	SOUS TOTAL CENTRE	2 213 681	3 825 836	6 039 517	141 863 779	104 357 373	121 791 284	109 464 570	477 477 006	483 516 523
	CENTRE-EST	5 355 521	14 393 818	19 749 339	79 642 052	52 046 394	67 881 948	86 464 530	286 034 924	305 784 263

N o	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2eme semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2eme semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
2	ANDEMTENGA	-	-	-	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 743 239
3	BAGRE	-	-	-	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 743 239
4	BANE	-	-	-	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 743 239
5	BASKOURE	24 957	22 722	47 679	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 790 918
6	BEGUEDO	192 434	161 910	354 344	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	31 097 583
7	BISSIGA	-	-	-	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 743 239
8	BITOU	463 876	104 402	568 278	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	31 311 517
9	BOUSSOUMA	197 920	69 737	267 657	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	31 010 896
10	COMI-YANGA	-	-	-	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 743 239
11	DIALGAYE	270 549	184 651	455 200	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	31 198 439
12	DOURTENGA	-	-	-	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 743 239
13	GARANGO	206 100	-	206 100	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 949 339
14	GOUNGHIN	-	-	-	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 743 239
15	KANDO	113 454	-	113 454	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 856 693
16	KOMTOEGA	75 316	73 769	149 085	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 892 324
17	KOUELA	295 506	207 373	502 879	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	31 246 118
18	LALGAYE	-	-	-	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 743 239
19	NIAOGHO	42 991 485	49 291 352	92 282 837	14 527 470	8 481 881	7 791 361	8 457 956	39 258 668	131 541 505
20	OUARGAYE	-	-	-	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 743 239
21	POUYTENGA	-	-	-	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 743 239
22	SANGHA	-	-	-	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 743 239
23	SOUDOUGUI	482 613	448 898	931 511	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	31 674 750
24	TENKODOGO	173 448	-	173 448	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 916 687
25	TENSOBETENGA	97 101	184 651	281 752	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	31 024 991
26	YARGATENGA	137 002	76 321	213 323	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 956 562

N o	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2eme semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2eme semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
27	YARGO	122 058	207 373	329 431	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	31 072 670
28	YONDE	-	-	-	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 743 239
29	ZABRE	1 265 441	78 407 524	79 672 965	8 889 263	5 791 259	7 604 761	228 481 948	250 767 231	330 440 196
30	ZOAGA	1 090 431	103 678	1 194 109	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	31 937 348
31	ZONSE	-	-	-	8 889 263	5 791 259	7 604 761	8 457 956	30 743 239	30 743 239
	SOUS TOTAL CENTRE EST	53 555 212	143 938 179	197 493 391	351 958 149	228 474 786	296 211 378	560 227 202	1 436 871 515	1 634 364 906
	CENTRE -NORD	51 241 391	59 756 839	110 998 230	287 401 299	112 859 761	156 028 978	114 260 354	670 550 392	781 548 622
1	BARSALOGHO	367 299	367 279	734 578	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	61 223 038
2	BOALA	319 964	109 919	429 883	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	60 918 343
3	BOULSA	124 737	89 924	214 661	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	60 703 121
4	BOUROUM	34 507 093	33 808 245	68 315 338	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	128 803 798
5	BOURZANGA	19 481	22 315	41 796	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	60 530 256
6	BOUSSOUMA	4 779 443	11 432 476	16 211 919	26 291 801	10 470 910	18 730 496	10 946 646	66 439 853	82 651 772
7	DABLO	-	265 392	265 392	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	60 753 852
8	DARGO	-	-	-	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	60 488 460
9	GUIBARE	130 302 288	154 580 915	284 883 203	472 080 645	132 211 011	215 761 088	133 257 310	953 310 054	1 238 193 257
10	KAYA	494 753	96 975	591 728	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	61 080 188
11	KONGOSSI	472 092	306 849	778 941	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	61 267 401
12	KORSIMORO	6 909 542	7 183 900	14 093 442	42 229 399	23 265 342	34 468 924	22 782 430	122 746 095	136 839 537
13	MANE	130 542 061	154 644 004	285 186 065	472 080 645	132 211 011	215 761 088	133 257 310	953 310 054	1 238 496 119
14	NAGBINGOU	5 557 574	4 980 744	10 538 318	221 402 114	10 470 910	14 378 038	23 453 776	269 704 838	280 243 156
15	NAMISSIGUIMA	227 133	-	227 133	24 735 837	10 470 910	22 263 807	10 903 675	68 374 229	68 601 362
16	NASSERE	285 315	-	285 315	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	60 773 775
17	PENSA	2 293 355	2 229 833	4 523 188	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	65 011 648
18	PIBAORE	688 883	189 704	878 587	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	61 367 047
19	PISSILA	112 050	469 973	582 023	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	61 070 483

N °	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2ème semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2ème semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
2 0	ROLLO	207 984	71 055	279 039	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	60 767 499
2 1	ROUKO	261 006	185 563	446 569	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	60 935 029
2 2	SABSE	130 330 000	154 310 563	284 640 563	472 080 645	132 211 011	215 761 088	133 257 310	953 310 054	1 237 950 617
2 3	TIKARE	198 474	235 794	434 268	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	60 922 728
2 4	TOUGOURI	5 844 839	6 184 566	12 029 405	221 402 114	10 470 910	22 263 807	23 453 776	277 590 607	289 620 012
2 5	YALGO	4 933 836	4 920 332	9 854 168	221 402 114	10 470 910	22 263 807	23 453 776	277 590 607	287 444 775
2 6	ZEGUEDEGUEN	417 209	413 256	830 465	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	61 318 925
2 7	ZIGA	821 381	689 657	1 511 038	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	61 999 498
2 8	ZIMTANGA	164 730	22 315	187 045	24 735 837	10 470 910	14 378 038	10 903 675	60 488 460	60 675 505
	SOUS TOTAL CENTRE-NORD	512 423 913	597 568 387	1 109 992 300	2 931 087 516	784 059 984	1 210 863 843	836 196 188	5 762 207 523	6 872 199 823
	CENTRE -OUEST	3 805 678	2 358 053	6 163 731	87 955 628	51 732 326	67 859 972	60 749 345	268 297 271	274 461 002
1	BAKATA	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
2	BIEHA	110 499	1 992	112 491	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 569 128
3	BINGO	-	977 311	977 311	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	30 433 948
4	BOUGNOUNOU	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
5	BOURA	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
6	CASSOU	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
7	DALO	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
8	DASSA	4 882 842	343 716	5 226 558	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	34 683 195
9	DIDYR	5 543 630	467 004	6 010 634	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	35 467 271
1 0	GAO	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
1 1	GODYR	915 100	74 930	990 030	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	30 446 667
1 2	IMASGO	147 786	152 198	299 984	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 756 621
1 3	KINDI	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
1 4	KOKOLOGO	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
1 5	KORDIE	335 950	308 416	644 366	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	30 101 003

N o	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2eme semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2eme semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
1 6	KOUDOUGOU	121 368	108 264	229 632	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 686 269
1 7	KYON	8 966 646	8 558 102	17 524 748	45 432 662	5 770 832	7 603 331	6 785 448	65 592 273	83 117 021
1 8	LEO	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
1 9	NANDIALA	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
2 0	NANORO	252 346	220 402	472 748	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 929 385
2 1	NIABOURI	263 696	88 006	351 702	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 808 339
2 2	NEBIELIANAYOU	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
2 3	PELA	64 183	64 183	128 366	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 585 003
2 4	POA	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
2 5	POUNI	544 792	419 751	964 543	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	30 421 180
2 6	RAMONGO	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
2 7	REO	8 803 008	8 855 342	17 658 350	45 432 662	5 770 832	7 603 331	6 785 448	65 592 273	83 250 623
2 8	SABOU	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
2 9	SAPOUY	1 045 987	-	1 045 987	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	30 502 624
3 0	SIGLE	64 183	64 183	128 366	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 585 003
3 1	SILLY	510 531	-	510 531	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 967 168
3 2	SOAW	80 582	43 934	124 516	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 581 153
3 3	SOURGOU	54 163	-	54 163	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 510 800
3 4	TENADO	357 504	360 745	718 249	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	30 174 886
3 5	THYOU	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
3 6	TO	-	-	-	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	29 456 637
3 7	ZAMO	544 792	114 000	658 792	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	30 115 429

N°	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2ème semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2ème semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
38	ZAWARA	641 512	-	641 512	9 297 026	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 456 637	30 098 149
	SOUS TOTAL CENTRE-OUEST	38 056 778	23 580 532	61 637 310	513 513 888	271 023 942	356 786 550	318 596 369	1 459 920 749	1 521 558 059
	CENTRE -SUD	6 395 893	6 145 015	12 540 908	79 575 570	53 248 931	70 369 491	61 847 555	265 041 547	277 582 455
1	BERE	775 724	476 916	1 252 640	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	30 893 233
2	BINDE	663 905	318 506	982 411	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	30 623 004
3	DOULOUGOU	1 426 887	3 451 649	4 878 536	13 493 892	18 748 209	28 993 489	16 186 358	77 421 948	82 300 484
4	GAONGO	31 994	-	31 994	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	29 672 587
5	GOGO	42 976 203	48 990 038	91 966 241	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	121 606 834
6	GOMBOUSSOUGOU	390 354	231 647	622 001	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	30 262 594
7	GUIARO	9 454 718	400 969	9 855 687	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	39 496 280
8	GUIBA	31 994	-	31 994	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	29 672 587
9	IPELCE	270 000	86 084	356 084	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	29 996 677
10	KAYAO	-	-	-	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	29 640 593
11	KOMBISSIRI	337 710	861 935	1 199 645	8 959 012	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 689 242	30 888 887
12	MANGA	261 549	140 390	401 939	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	30 042 532
13	NOBERE	-	-	-	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	29 640 593
14	PO	225 015	135 900	360 915	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	30 001 508
15	SAPONE	684 986	211 098	896 084	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	30 536 677
16	TIEBELE	-	-	-	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	29 640 593
17	TOECE	31 994	-	31 994	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	29 672 587
18	ZENKO	-	-	-	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	29 640 593
19	ZIOU	-	-	-	8 910 363	5 939 713	7 882 778	6 907 739	29 640 593	29 640 593
	SOUS TOTAL CENTRE-SUD	63 958 926	61 450 147	125 409 073	253 504 645	178 911 974	241 252 984	202 373 215	876 042 818	1 001 451 891
	EST	7 099 971	9 548 068	16 648 039	166 769 990	77 804 564	92 119 809	65 030 543	401 724 906	418 372 945
1	BARTIEBOUGOU	-	352 718	352 718	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	39 827 342
2	BILANGA	690 903	1 215 992	1 906 895	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	41 381 519
3	BOGANDE	224 493	257 782	482 275	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	39 956 899
4	BOTOU	-	-	-	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	39 474 624
5	DIABO	-	-	-	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	39 474 624
6	DIAPAGA	1 072 702	-	1 072 702	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	40 547 326
7	DIAPANGOU	923 119	31 104	954 223	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	40 428 847

N o	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2ème semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2ème semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
8	FADA N'GOURMA	2 299 363	31 104	2 330 467	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	41 805 091
9	FOUTOURI	12 001	1 181 581	1 193 582	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	40 668 206
10	GAYERI	388 148	3 788 739	4 176 887	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	43 651 511
11	KANTCHARI	1 084 702	-	1 084 702	18 215 017	7 952 628	9 392 094	7 098 527	42 658 266	43 742 968
12	KOALA	4 842 194	4 997 042	9 839 236	211 954 924	7 695 356	17 277 864	19 648 628	256 576 772	266 416 008
13	KOMPIENGA	221 900	221 900	443 800	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	39 918 424
14	LIPTOUGOU	464 474	359 026	823 500	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	40 298 124
15	LOGOBOU	-	-	-	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	39 474 624
16	MADJOARI	-	-	-	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	39 474 624
17	MANI	5 079 425	5 075 523	10 154 948	211 954 924	7 695 356	17 277 864	19 648 628	256 576 772	266 731 720
18	MATIAKOALI	12 001	9 303 692	9 315 693	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	48 790 317
19	NAMOUNOU	-	-	-	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	39 474 624
20	PAMA	200 789	167 400	368 189	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	39 842 813
21	PARTIAGA	44 755 550	56 634 232	101 389 782	319 646 498	199 219 829	169 893 608	11 977 312	700 737 247	802 127 029
22	PIELA	507 523	1 136 292	1 643 815	15 613 828	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 799 805	41 443 620
23	TAMBAGA	-	-	-	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	39 474 624
24	TANSARGA	-	-	-	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	39 474 624
25	THION	1 120 457	1 178 487	2 298 944	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	41 773 568
26	TIBGA	-	-	-	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	39 474 624
27	YAMBA	-	-	-	15 288 647	7 695 356	9 392 094	7 098 527	39 474 624	39 474 624
	SOUS TOTAL EST	70 999 715	95 480 682	166 480 397	1 280 505 415	477 360 921	521 979 401	286 669 759	2 566 515 496	2 732 995 893
	HAUTS BASSINS	28 633 161	18 172 944	46 806 105	201 389 652	129 515 139	228 489 141	137 908 239	697 302 171	744 108 276
1	BAMA	-	6 545 934	6 545 934	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	60 906 873
2	BANZON	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939

N°	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIRE (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIRE (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIRE	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVITE
					1ère répartition (collectée 2ème semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2ème semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
3	BEKUY	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
4	BEREBA	776 966	444 276	1 221 242	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	55 582 181
5	BOBO DIOULASSO	1 677 600	1 260 000	2 937 600	15 932 859	10 430 135	16 902 190	11 252 194	54 517 378	57 454 978
6	BONI	916 755	898 970	1 815 725	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	56 176 664
7	DANDE	6 171 274	20 768 531	26 939 805	21 760 231	13 926 559	21 992 147	13 418 170	71 097 107	98 036 912
8	DJIGOUERA	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
9	FARAMANA	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
10	FO	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
11	FOUNZAN	1 118 479	568 779	1 687 258	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	56 048 197
12	HOUNDE	215 215 366	123 511 104	338 726 470	906 286 584	574 247 550	1 193 254 536	521 919 303	3 195 707 973	3 534 434 443
13	KANGALA	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
14	KARANGASSO-SAMBLA	21 897 791	318 649	22 216 440	21 162 151	15 015 980	19 264 999	13 736 713	69 179 843	91 396 283
15	KARANGASSO-VIGUE	2 881 860	1 419 747	4 301 607	15 932 859	10 865 036	16 902 190	11 252 194	54 952 279	59 253 886
16	KAYAN	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
17	KOLOKO	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
18	KOTI	896 813	192 275	1 089 088	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	55 450 027
19	KOUMBIA	2 325 988	2 182 751	4 508 739	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	58 869 678
20	KOUNDOUGOU	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
21	KOUROUMA	-	2 292 534	2 292 534	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	56 653 473
22	KOUROUGNON	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
23	LENA	20 351	85 220	105 571	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 466 510
24	MOROLABA	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
25	NDOROLA	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
26	ORODARA	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939

N o	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2eme semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2eme semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
2 7	PADEMA	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
2 8	PENI	519 940	3 067 726	3 587 666	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	57 948 605
2 9	SAMOGHIRI	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
3 0	SAMOROGOUAN	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
3 1	SATIRI	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
3 2	SINDO	-	-	-	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	54 360 939
3 3	TOUSSIANA	3 279 263	-	3 279 263	15 932 859	10 273 696	16 902 190	11 252 194	54 360 939	57 640 202
	SOUS TOTAL HAUTS BASSINS	286 331 607	181 729 440	468 061 047	1 628 584 388	1 041 663 887	1 970 066 523	1 024 548 245	5 664 863 043	6 132 924 090
	NORD	12 329 881	12 086 755	24 416 636	79 026 636	57 480 789	101 962 250	98 960 138	337 429 813	361 846 449
1	ARBOLE	1 031 568	405 570	1 437 138	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	35 520 598
2	BAGARE	-	-	-	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 083 460
3	BAHN	31 460	82 247	113 707	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 197 167
4	BARGA	550 506	-	550 506	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 633 966
5	BASSI	-	951 448	951 448	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	35 034 908
6	BOKEN	812 940	741 483	1 554 423	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	35 637 883
7	BOUSSOU	-	-	-	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 083 460
8	GOMPONSOM	645 292	303 092	948 384	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	35 031 844
9	GOURCY	58 656	257 180	315 836	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 399 296
1 0	KAIN	31 460	82 247	113 707	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 197 167
1 1	KALSAKA	707 397	1 132 884	1 840 281	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	35 923 741
1 2	KIRSI	651 430	75 909	727 339	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 810 799
1 3	KOSSOUKA	55 966	-	55 966	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 139 426
1 4	KOUMBRI	1 145 964	82 247	1 228 211	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	35 311 671
1 5	LÂ-TODIN	188 847	-	188 847	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 272 307
1 6	LEBA	58 656	107 846	166 502	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 249 962
1 7	NAMISSIGUIMA	50 492 167	49 710 686	100 202 853	8 849 237	27 090 798	134 838 108	141 454 754	312 232 897	412 435 750

N o	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2eme semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2eme semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
1 8	OUAHIGOUYA	1 121 095	197 996	1 319 091	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	35 402 551
1 9	OUIDIGUI	275 267	-	275 267	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 358 727
2 0	OULA	50 073 608	49 757 772	99 831 380	8 849 237	27 090 798	134 838 108	141 454 754	312 232 897	412 064 277
2 1	PILIMPIKOU	364 767	332 823	697 590	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 781 050
2 2	RAMBO	110 247	226 141	336 388	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 419 848
2 3	SAMBA	681 881	456 386	1 138 267	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	35 221 727
2 4	SEGUENEGA	159 433	905 394	1 064 827	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	35 148 287
2 5	SOLE	-	-	-	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 083 460
2 6	TANGAYE	150 527	89 348	239 875	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 323 335
2 7	THIOU	398 852	171 594	570 446	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 653 906
2 8	TITAO	490 266	82 932	573 198	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 656 658
2 9	TOUGO	-	905 394	905 394	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 988 854
3 0	YAKO	680 677	1 632 831	2 313 508	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	36 396 968
3 1	ZOGORE	-	89 348	89 348	8 849 237	6 144 527	9 820 247	9 269 449	34 083 460	34 172 808
	SOUS TOTAL NORD	123 298 810	120 867 553	244 166 363	353 352 983	289 853 668	656 425 629	650 683 667	1 950 315 947	2 194 482 310
	PLATEAU CENTRAL	10 824 518	14 099 919	24 924 437	159 216 754	176 573 410	219 066 123	183 769 084	738 625 371	763 549 808
1	ABSOUYA	58 698	159 948	218 646	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	79 463 143
2	BOUDRI	36 299 179	46 482 979	82 782 158	591 012 832	588 283 515	737 144 713	416 356 524	2 332 797 584	2 415 579 742
3	BOUSSE	1 187 623	1 187 623	2 375 246	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	81 619 743
4	DAPELOGO	821 643	317 331	1 138 974	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	80 383 471
5	KOGHO	42 465	-	42 465	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	79 286 962
6	LAYE	-	-	-	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	79 244 497
7	LOUMBILA	-	2 167 227	2 167 227	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	81 411 724
8	MEGUE	221 893	460 102	681 995	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	79 926 492
9	MOGTEDO	34 491 216	57 386 262	91 877 478	17 229 681	332 243 142	410 175 601	392 441 773	1 152 090 197	1 243 967 675

N o	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2eme semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2eme semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
1 0	NAGREONGO	-	-	-	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	79 244 497
1 1	NIYOU	1 187 623	1 187 623	2 375 246	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	81 619 743
1 2	OURGOU-MANEGA	-	212 091	212 091	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	79 456 588
1 3	SAOLGO	183 204	69 750	252 954	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	79 497 451
1 4	SOUROUGOUBILA	-	-	-	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	79 244 497
1 5	TOEGUEN	1 187 623	1 187 623	2 375 246	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	81 619 743
1 6	ZAM	9 569 302	3 636 945	13 206 247	17 383 621	19 040 553	23 653 742	19 853 511	79 931 427	93 137 674
1 7	ZINIARE	4 015 717	4 418 129	8 433 846	17 672 766	20 317 870	25 218 437	27 193 391	90 402 464	98 836 310
1 8	ZITENGA	7 642 316	7 428 331	15 070 647	31 546 495	53 660 367	29 667 062	42 414 043	157 287 967	172 358 614
1 9	ZORGHO	150 905	597 307	748 212	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	79 992 709
2 0	ZOUNGOU	361 251	-	361 251	17 229 681	18 872 297	23 471 682	19 670 837	79 244 497	79 605 748
	SOUS TOTAL PLATEAU CENTRAL	108 245 176	140 999 190	249 244 366	1 092 507 364	1 473 203 312	1 797 000 908	1 377 090 881	5 739 802 465	5 989 046 831
	SAHEL	31 656 465	30 862 178	62 518 643	266 292 091	191 964 921	198 194 978	279 304 026	935 756 016	998 274 659
1	ARBINDA	-	695 398	695 398	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	84 382 863
2	BANI	135 036	319 774	454 810	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	84 142 275
3	BARABOULE	-	-	-	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 687 465
4	BOUNDORE	177 459	832 658	1 010 117	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	84 697 582
5	DEOU	-	-	-	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 687 465
6	DIGUEL	-	-	-	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 687 465
7	DJIBO	291 627	694 409	986 036	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	84 673 501
8	DORI	2 784 078	33 040	2 817 118	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	86 504 583
9	FALAGOUNTOU	138 412 465	135 270 000	273 682 465	703 433 307	525 910 687	491 029 807	801 133 138	2 521 506 939	2 795 189 404
1 0	GORGADJI	-	-	-	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 687 465
1 1	GOROM-GOROM	137 425 776	135 579 066	273 004 842	703 433 307	525 910 687	491 029 807	801 133 138	2 521 506 939	2 794 511 781
1 2	KELBO	-	265 392	265 392	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 952 857
1 3	KOUTOUGOU	-	825 253	825 253	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	84 512 718

N o	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2ème semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2ème semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
1 4	MANSILA	159 530	875 069	1 034 599	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	84 722 064
1 5	MARKOYE	4 813 351	126 626	4 939 977	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	88 627 442
1 6	NASSOUMBOU	291 627	896 264	1 187 891	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	84 875 356
1 7	OURS	-	-	-	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 687 465
1 8	POBE-MENGAO	-	-	-	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 687 465
1 9	SAMPELGA	-	-	-	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 687 465
2 0	SEBBA	52 514	-	52 514	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 739 979
2 1	SEYTENGA	-	-	-	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 687 465
2 2	SOLHAN	-	-	-	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 687 465
2 3	TANKOUGOUNADIE	73 099	-	73 099	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 760 564
2 4	TIN-AKOFF	-	-	-	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 687 465
2 5	TITABE	-	198 242	198 242	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	83 885 707
2 6	TONGOMAYEL	291 627	1 148 408	1 440 035	23 987 619	17 107 117	18 139 504	24 453 225	83 687 465	85 127 500
	SOUS TOTAL SAHEL	316 564 654	308 621 777	625 186 431	2 248 861 561	1 654 357 103	1 615 602 688	2 468 447 702	7 987 269 054	8 612 455 485
	SUD-OUEST	15 857 631	11 119 780	26 977 411	79 026 636	51 732 326	67 859 972	60 749 345	259 368 279	286 345 690
1	BATIE	63 087 162	37 754 787	100 841 949	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	129 850 797
2	BOUROM-BOUROM	238 611	-	238 611	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 247 459
3	BOUSSERA	343 634	346 625	690 259	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 699 107
4	BOUSSOU-KOULA	62 250 517	37 483 853	99 734 370	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	128 743 218
5	DANO	1 599 848	1 331 535	2 931 383	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	31 940 231
6	DIEBOUGOU	992 297	235 303	1 227 600	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	30 236 448
7	DISSIH	443 644	379 809	823 453	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 832 301
8	DJIGUE	184 361	562 355	746 716	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 755 564
9	DOLO	627 971	85 647	713 618	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 722 466
1 0	GAOUA	651 994	100 806	752 800	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 761 648
1 1	GBOMBLORA	811 006	6 345 514	7 156 520	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	36 165 368

N o	COLLECTIVITES TERRITORIALES	TAXE SUPERFICIAIR E (Collectée 2021 et reversée 2023)	TAXE SUPERFICIAIR E (collectée 2022 et reversée 2023)	TOTAL SUPERFICIAIR E	MONTANT DU FMDL					MONTANT TOTAL PAR COLLECTIVIT E
					1ère répartition (collectée 2eme semestre 2022 et reversée 2024)	2e répartition (collectée 1er semestre 2023 et reversée 2024)	1ere répartition (collectée 2eme semestre 2023 et reversée 2024)	2eme répartition (collectée 1er semestre 2024 et reversée 2024)	Total	
1 2	GBONDJIGUI	900 910	80 010	980 920	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 989 768
1 3	GUEGUERE	3 077 506	1 286 994	4 364 500	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	33 373 348
1 4	IOLONIORO	72 230	16 776	89 006	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 097 854
1 5	KAMPTI	1 816 766	2 735 792	4 552 558	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	33 561 406
1 6	KOPER	321 996	672 354	994 350	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	30 003 198
1 7	KPUERE	-	215 550	215 550	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 224 398
1 8	LEGMOIN	386 333	6 276 116	6 662 449	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	35 671 297
1 9	LOROPENI	2 319 213	2 182 874	4 502 087	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	33 510 935
2 0	MALBA	366 012	444 381	810 393	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 819 241
2 1	MIDEBDO	645 035	-	645 035	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 653 883
2 2	NAKO	366 012	444 381	810 393	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 819 241
2 3	NIEGO	-	-	-	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 008 848
2 4	ORONKUA	730 717	532 867	1 263 584	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	30 272 432
2 5	OUESSA	118 454	-	118 454	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 127 302
2 6	PERIGBAN	-	231 238	231 238	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 240 086
2 7	TIANGOUKA	-	-	-	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 008 848
2 8	ZAMBO	366 453	332 456	698 909	8 849 237	5 770 832	7 603 331	6 785 448	29 008 848	29 707 757
SOUS TOTAL SUD-OUEST		158 576 313	111 197 803	269 774 116	326 805 272	213 315 622	280 753 240	250 741 889	1 071 616 023	1 341 390 139
TOTAL REGIONS		221 681 084	226 666 843	448 347 927	1 875 219 926	1 241 143 656	1 627 522 520	1 455 870 287	6 199 756 389	6 648 104 316
TOTAL COMMUNES		1 995 139 759	2 040 001 586	4 035 141 345	11 522 415 758	7 275 303 499	9 633 889 572	8 450 415 229	36 882 024 050	40 917 165 395
TOTAL GENERAL		2 216 820 843	2 266 668 429	4 483 489 272	13 397 635 684	8 516 447 155	11 261 412 092	9 906 285 516	43 081 780 439	47 565 269 711